

L'avenir de la coopération entre l'UE et le Burundi se joue ce mardi à Bruxelles

RFI, 08-12-2015 L'UE re  soit le Burundi pour des consultations cruciales pour Bujumbura. C'est ce mardi 8 décembre que se joue l'avenir de la coopération entre l'Union européenne et le Burundi. Bujumbura est invitée    donner des gages    l'UE sur sa volonté de remédier aux violations de ses engagements en matière de respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, sous peine d'une rupture de la coopération entre les deux pays. L'enjeu est de taille car l'aide européenne représente environ 20% du budget de l'Etat burundais.

Les consultations seront menées du côté européen par le ministre néerlandais des Affaires   trang  res, Bert Koenders, et le commissaire européen au développement, Neven Mimica. Côté burundais c'est le chef de la diplomatie Alain Willy Nyamitwe qui chapeautera la délégation.   «   Nous ne venons pas au tribunal, nous venons discuter avec des amis, des partenaires     », assure Alain Aimé Nyamitwe. A quelques heures de cette réunion cruciale, le chef de la diplomatie burundaise se dit   «   serein     ». L'Union européenne attend en tout cas des gages de bonne volonté et ce dès demain.   «   Ce n'est pas l'ouverture d'une n  gociation     », prévient un diplomate européen. Après avoir traîné pieds, Bujumbura semble prendre la procédure au sérieux. En témoigne l'ampleur de la délégation présente    Bruxelles six ministres et une vingtaine de personnes au total. Mais ces dernières semaines, Bujumbura, sous pression, n'a pas infléchi sa ligne pour autant. Hier matin encore la justice burundaise a ordonné la saisie officielle des comptes de la ligue Iteka, l'une des principales associations de défense des droits de l'homme du pays, et de la RPA, la première radio burundaise. La RPA dont la réouverture devrait justement figurer au menu des consultations. Dans l'entourage de la présidence burundaise, on précise aussi que la délégation   «   n'est pas arrivée les mains vides     ». En somme Bujumbura ne vient pas seulement pour donner des gages, mais compte bien également faire entendre ses arguments. Des sanctions   «   gradu  es   si pas d'accord Côté européen, c  est le dernier recours dont dispose l  UE. Par sujets qui seront abordés en vertu de l  accord de Cotonou : la réouverture des médias privés,    la sécurité pour journalistes    et les défenseurs des droits de l  homme, la nécessité d'une justice équitable, et détenues sérieuses allégations de torture et/ou d  t  x  cation extrajudiciaire. Autre point essentiel : la reprise d  un dialogue inclusif sous médiation internationale et la mise en place d  un plan de sortie de crise. Sur le volet sécuritaire enfin, l  UE demande la poursuite du désarmement en présence d  observateurs. Le désarmement de toutes les forces autres qu  issues la et l  arm  e. Sur tous ces points, Bujumbura, qui a eu quelques semaines pour se préparer, doit donc présenter    l  Union européenne des propositions de solutions. Ensuite deux issues possibles : soit les deux parties s  entendent établissent une feuille de route, dont l  application pourra être évaluée régulièrement. Soit il n  y a pas d  ta l  UE s  oriente vers des sanctions   «   gradu  es     », qui peuvent aller de la suspension de quelques programmes    rupture totale de coopération. Dans cette hypothèse, une résolution pourrait être soumise au Conseil de l  UE au cours du mois de janvier. 20% du budget du pays en suspend L  Europe c  est 20% du budget burundais.    Une aide dont Bujumbura va avoir du mal    se passer. Cela représente tout de même plus de 400 millions d  euros entre 2014 et 2020. Il est vrai que Bujumbura s  est rapproché de la Chine, les deux pays ont échangé beaucoup lors du dernier sommet Chine-Afrique en Afrique du Sud, où Bujumbura a été très présente, mais il est difficile de l  avis de plusieurs officiels européens de penser que l  aide chinoise puisse remplacer l  aide européenne. La Chine fait essentiellement du pr  pas du don, analyse un diplomate, et une partie de l  aide européenne est directement affectée au fonctionnement de l  Etat burundais. L  Union européenne souhaite d  ailleurs éviter le scénario d  une rupture totale de la coop de la réunion c  est bien d  viter un tel scénario et de trouver une solution    ce qu  elle qualifie de guerre civile.   viter que les populations, d  j    premières victimes de la crise, ne soient privées de ces ressources, principalement affectées    des projets dans les domaines de la santé et de la nutrition.